

## LE « GRAND COMPROMIS » ET LA MÉMOIRE FAMILIALE LES EX-NOBLES RUSSES À L'ÉPOQUE STALINIENNE

SOFIG TCHOUIKINA

Chercheur au Centre for Independent Social Research, Saint-Petersbourg, Russie  
([www.indepsocres.spb.ru](http://www.indepsocres.spb.ru))

Cette recherche a bénéficié du soutien de l'Université Européenne de Saint-Petersbourg, de la Fondation Kone (Finlande), de la Maison des Sciences de l'Homme, Paris (Bourse Diderot). Je tiens à remercier Monique de Saint-Martin et Daniel Alexandrov pour leurs conseils et les pistes de réflexion qu'ils m'ont indiquées, de même que Marguerite Aymard et Didier Saillier. La première version du texte a été commentée dans le cadre du séminaire « Travaux en cours » animé par Nathalie Moine au Centre d'étude des mondes russe, caucasien et centre-européen, EHESS, ce qui a contribué à le compléter et à l'améliorer.

**RÉSUMÉ :** Le mouvement de liquidation du passé et de la tradition ayant accompagné la soviétisation de la société russe après la Révolution engendra des recompositions biographiques dans toutes les couches de la population. Ce travail d'adaptation des histoires personnelles aux canons idéologiques peut être vu comme un « grand compromis », nécessaire à la survie sociale des groupes les plus visés par la répression. C'est le cas de l'ancienne noblesse qui fut très tôt l'objet d'une discrimination systématique remettant entièrement en cause les modes de socialisation et le statut de ses membres. L'auteur analyse, à partir d'une série d'entretiens et de mémoires publiés, les stratégies identitaires successivement poursuivies par les anciens nobles pour survivre socialement, s'attachant plus particulièrement aux modalités de transmission de leur mémoire familiale. L'étude ainsi réalisée permet d'illustrer plus généralement les conséquences pour la société soviétique et post-soviétique du « grand compromis » des années 1920-1950.

## INTRODUCTION

Durant la période stalinienne de l'histoire soviétique, les mots « grand » et « puissant » étaient récurrents dans le discours officiel. L'ampleur des transformations économiques et politiques impressionnait les contemporains – habitants, observateurs occidentaux, dirigeants du pays eux-mêmes (Colton, 1995 ; Paperny, 2002) – mais aussi les scientifiques qui, reprenant à leur compte cette terminologie, évoquèrent le « grand tournant » des valeurs révolutionnaires (Timasheff), la « grande terreur » (Conquest), le « grand accommodement » de Staline avec la classe moyenne soviétique (Dunham). Fidèle à cette tradition, l'auteur du présent article étudie l'époque stalinienne comme celle du « grand compromis ».

La liquidation de l'ancien et du traditionnel dans les années postrévolutionnaires au profit du « nouveau » et du « grand » a entraîné des phénomènes généralisés de recomposition identitaire. La révision des biographies et l'adaptation des histoires familiales aux canons soviétiques n'épargna aucune couche de la population. Tout citoyen pouvait avoir dans son entourage un élément susceptible de lui causer du tort. Même une famille loyale au régime avait le cas échéant un parent « émigré », « bourgeois », « koulak », « déporté », « socialement dangereux », « déchu de ses droits civiques », « exclu du Parti » ou, encore, « non-travailleur ». Il fallait dissimuler ce fait dans les questionnaires (*anketa*) que l'on remplissait en vue d'obtenir un travail ou d'adhérer au Parti. Toutes les catégories de la population sans exception (modestes ou aisées, instruites ou non) furent confrontées à ce processus d'adaptation biographique aux exigences de la nouvelle idéologie dominante (Alexopoulos, 2003 ; Garros, Korenevskaya & Lahusen, 1995 ; Halfin, 2000 ; Hellbeck, 2001 ; Smirnova, 2003 ; Studer, Unfried & Hermann, 2002).

Une couche de la population fut spécialement exposée à la nécessité de trouver un compromis entre le passé et le présent, à savoir l'ancienne noblesse, cible d'une discrimination systématique lors du « grand tournant ». Tout individu détenteur d'un titre nobiliaire avant la Révolution était obligé, dans les années 1920-1930, de répondre dans l'*anketa* : « origine sociale – noble ». Cette classe représentait approximativement 1 % de la population du pays et 7 % de celle de la capitale impériale, Saint-Petersbourg (Rašin, 1956). Ses représentants ressentirent d'autant plus durement la politique discriminatoire des années 1920-1930 que la transformation politique avait totalement remis en question leur mode spécifique de socialisation et leur statut prérévolutionnaires.

L'objectif de cet article est d'essayer de comprendre comment, dans de telles conditions, s'est transmise la mémoire familiale de l'ancienne élite. Après m'être penchée sur les caractéristiques de la transmission de la mémoire chez les nobles avant la Révolution, je m'attacherai à retracer les stratégies identitaires de survie sociale de ce groupe dans les vingt premières années du nouveau régime, les modèles mémoriels cultivés – entre rupture et continuité – en vue de s'adapter au système soviétique et l'impact de cette mémoire sur les générations postérieures. L'analyse en profondeur de la mémoire familiale d'une classe sociale particulièrement stigmatisée permet d'illustrer un problème plus général : celui des conséquences pour la société soviétique et postsoviétique du « grand compromis » des années 1920-1950.

Mon approche de la mémoire s'appuie ici sur les travaux de Maurice Halbwachs relatifs aux modalités de la mémoire et de l'oubli qui offrent une perspective fort prometteuse pour aborder les transformations socio-culturelles. Ils montrent comment l'identité collective se fonde sur un ensemble de souvenirs. Selon Halbwachs, un groupe social existe s'il partage une mémoire, laquelle se constitue à partir de l'expérience émotionnelle commune aux membres du groupe. À la différence de l'histoire du groupe qui, tel un monument, a une forme achevée, un début et une fin, la mémoire reste sensible aux influences extérieures et se transmet de génération en génération au travers de rapports émotionnels. Quand le groupe social cesse d'exister, l'histoire prend la relève de la mémoire vive (Halbwachs, 1950).

D'autres travaux mettant en valeur la dimension sociale de la mémoire ont également inspiré ma recherche, notamment ceux qui relient les pratiques mémorielles au statut social des personnes qui les font vivre. Des recherches sociologiques ont ainsi montré comment certains groupes sociaux développent une mémoire longue et d'autres une mémoire courte (Zonabend, 1980) ou bien comment une mémoire peut raccourcir ou, au contraire, s'allonger à la faveur d'un changement de mode de vie. Certains groupes ont une mémoire familiale « généalogique », d'autres une « mémoire qui s'inscrit dans le vécu » (Le Wita, 1984, 1998). L'analyse d'un récit autobiographique peut témoigner du poids de l'héritage familial dans la vie d'un individu tout en nous permettant de mieux connaître la communauté à laquelle il appartient. Autrement dit, la mémoire abordée dans ses multiples dimensions fournit un outil sociologique précieux pour l'étude des transformations culturelles et de leurs rapports avec les changements structurels des sociétés.

La présente recherche est fondée sur un corpus diversifié de sources autobiographiques. Il s'agit en premier lieu d'entretiens approfondis que j'ai réalisés entre 1996 et 2002 avec des personnes issues de la noblesse, nées dans les années 1905-1918. Sur les vingt-trois entretiens, vingt ont eu lieu avec des femmes. Cet échantillon ne couvre néanmoins pas toutes les stratégies de vie et c'est pourquoi j'ai recouru à des sources complémentaires afin d'enrichir les informations et les interprétations (mémoires, histoires de famille et autobiographies publiés, manuscrits produits par cette même génération). J'ai également utilisé d'autres entretiens, conduits par mes collègues et par moi-même dans le cadre de projets de recherche différents<sup>1</sup>. C'est dans l'ancienne capitale, Léninegrad, que l'on trouve la plus forte concentration de « ci-devant nobles » et c'est là aussi que la répression à leur encontre a été la plus forte. J'ai donc choisi cette ville pour recueillir les témoignages de personnes issues de la noblesse qui ont vécu à Léninegrad soit dans les années 1920, soit dans les années 1930, y étudiant ou y travaillant. Leur socialisation secondaire a coïncidé avec la période de construction du socialisme et, parvenues à un âge avancé, elles ont connu la perestroïka. Leurs récits permettent d'observer la manière dont le « passage » d'un groupe social à un autre est vécu et d'analyser les mécanismes d'acquisition d'un « nouveau moi » aux différents stades de l'évolution historique.

Les entretiens avec les nobles nés dans les années 1910 nécessitèrent plusieurs séances et furent parfois difficiles. Malgré les précautions d'usage pour gagner leur confiance, beaucoup d'interlocuteurs potentiels refusèrent ma proposition, prétextant une incapacité phobique à remuer ces années douloureuses et à les partager avec autrui. Leur refus de communiquer avec une sociologue s'explique, selon moi, par leur difficulté à admettre qu'ils avaient vécu un déclassement qu'ils peinent à assumer faute de pouvoir l'insérer dans une (ré)interprétation présentable du passé soviétique. En revanche, ceux qui acceptèrent avaient visiblement envie de justifier leur propre expérience d'accommodation et de décrire la trajectoire de la noblesse en URSS de manière relativement positive.

1. Il s'agit notamment d'entretiens biographiques conduits à la fin des années 1990 dans le cadre des projets de recherche du Renvall Institut, Helsinki, consacrés à la structure sociale de l'URSS entre les deux guerres et à celle de l'intelligentsia russe. Cet ensemble d'environ quatre-vingts entretiens comporte des récits de vie des représentants de différentes couches sociales de la société soviétique, des personnes qui étaient jeunes dans les années 1930 (par exemple, des ouvriers voisins de nobles dans les appartements communautaires) et des descendants de la noblesse et de la grande bourgeoisie nés avant et après la Deuxième Guerre mondiale.

Cependant, malgré ces bonnes dispositions, l'évocation de souvenirs fut, pour eux également, très éprouvante. À l'évidence, l'époque stalinienne qui contraignit cette frange de la population à rechercher dans des conditions critiques un compromis entre le passé et le présent a laissé des souvenirs douloureux qui perdurent.

D'une manière ou de l'autre, la mémoire familiale est évoquée tout au long du récit des personnes interviewées. Les souvenirs nostalgiques de leurs parents et grands-parents, ajoutés aux leurs et à leurs propres épreuves, ont marqué leur existence. J'ai analysé les récits dans leur contenu et dans leur forme, m'intéressant notamment à la « longueur » de la mémoire familiale, aux sujets abordés, à la manière de s'exprimer, au nombre de parents et d'ancêtres mentionnés, à la tonalité du récit. J'ai ainsi pu étudier deux dimensions de la mémoire noble : la mémoire en tant que représentation collective et la mémoire comme pratique sociale.

#### I. LA TRANSMISSION DE LA MÉMOIRE DANS LES FAMILLES NOBLES SOUS L'ANCIEN RÉGIME

Au début du XX<sup>e</sup> siècle en Russie comme ailleurs, les nobles à la recherche de leur identité se tournaient vers le passé et puisaient dans la vie de leurs ancêtres la légitimation de leur statut présent. L'histoire familiale était, pour le noble, un moyen de s'affirmer en tant que tel et un sujet prisé de conversation mondaine. Les ancêtres qui s'étaient illustrés dans les grandes batailles, leur contribution à la vie scientifique et culturelle, sociale et philanthropique étaient autant de motifs de s'enorgueillir.

La mémoire familiale était non seulement portée par les individus, mais encore inscrite dans les biens. C'est d'ailleurs pourquoi le domaine était vu comme l'espace idéal d'éducation. L'enfance dans la propriété était considérée comme l'étape obligée de la biographie d'un représentant de l'élite, élevé « à l'ancienne » sous le contrôle des parents et de serviteurs dévoués, dans la tradition orthodoxe, à l'abri des influences néfastes, proche de la terre, de la nature, des paysans (Wachtel, 1990). Tout dans le domaine rappelait l'appartenance du jeune noble à la lignée : dans le parc, les allées bordées d'arbres plantés bien avant sa naissance ; au salon, les portraits de ses ancêtres, les trophées de guerre et de chasse – les armes, les peaux d'ours ; dans les débarras, les vieux uniformes, les robes et les chapeaux d'antan. De surcroît, bien des propriétés comportaient des pièces « musées » fermées à l'usage courant et conservées telles qu'elles étaient à l'époque d'un événement marquant du passé familial. Une des

mémorialistes évoque ainsi « une petite pièce plongée à moitié dans la pénombre, les murs couverts des portraits en uniforme des maîtres de maison. Personne n'y vivait, on y stockait les pommes, on y accrochait les fusils de chasse et, surtout, elle contenait le canapé sur lequel était mort en 1891 l'arrière grand-père, Piotr Afanassevitch. Une pendule était arrêtée à l'heure de sa mort » (Aksakova-Sivers, 1988). Un autre mémorialiste fait état, dans une propriété, d'une habitation indépendante de trois pièces où s'était arrêté l'empereur Alexandre I<sup>er</sup>, hôte de la maîtresse de maison pour une nuit après son départ définitif de Saint-Petersbourg (Seremetev, 1899).

Outre l'appartenance à une lignée, le domaine symbolisait aussi l'appartenance à une classe. Comme l'ont remarqué les contemporains, tous les domaines présentaient certains traits communs dans l'architecture, l'agencement de l'espace, l'aménagement intérieur de la propriété. En fréquentant les maisons de voisins, de parents et d'amis dans des régions différentes, on retrouvait cet arrangement imperceptiblement familier : meubles et murs couverts de tableaux et de portraits, façades envahies par le lierre, appuis de fenêtre fleuris, armoires anciennes regorgeant de vaisselle. Ces espaces de vie contribuaient à cultiver le sentiment d'appartenance patrimoniale, familiale, de classe. De même, le processus de socialisation des jeunes nobles au sein de la famille jouait un rôle significatif dans la transmission de la mémoire familiale et de l'identité de classe. Conjuguant l'enseignement (études classiques et usages mondains) et l'éducation (principes religieux et moraux) (Muraveva, 1995), il passait aussi très largement par les échanges entre les jeunes et leurs aînés : à côté des échanges spontanés, des heures consacrées à la conversation étaient prévues dans certaines familles après le dîner ou avant le thé du soir (Trubeckoj, 1989).

L'histoire des familles avait ses pages « héroïques » et ses pages « tragiques ». Aux tragédies individuelles, s'ajoutaient les drames partagés, les drames de classe. Ce fut d'abord l'épreuve douloureuse du dépérissement de l'économie seigneuriale. La faible efficacité de l'agriculture et l'appauvrissement progressif des propriétaires fonciers les contraignirent à émigrer en ville. Les marchands accaparèrent les terres, la vie se mercantilisa, l'inquiétude grandit (Becker, 1985 ; Manning, 1982 ; Korelin, 1979). La Première Guerre mondiale, qui coûta la vie à de nombreux officiers, aggrava encore la situation économique des propriétaires terriens. Elle bouleversa l'ordre patriarcal, encouragea l'émancipation des femmes, apportant des changements radicaux dans l'existence des familles nobles en Russie comme ailleurs (Meyer, 1991).



Si profonde qu'ait été la crise ayant frappé la noblesse à partir des années 1880, elle n'ébranla pas la domination symbolique des nobles dans la société et leur suprématie parmi les serviteurs de l'État et les propriétaires terriens (Becker, 1985). Comme le remarque B. N. Mironov, « l'accession à la noblesse d'individus issus d'autres couches de la société n'a pas affaibli mais, au contraire, favorisé la transmission d'une culture de la noblesse, de ses traditions de classe, de sa conception de l'honneur, de sa mentalité, des bonnes manières. Personne en effet n'était aussi pointilleux et n'observait avec autant de rigueur ces codes que les nouveaux nobles » (Mironov, 1999). Les acteurs économiques et les membres de l'intelligentsia critique eurent beau rejeter la culture noble et tenter d'élaborer des valeurs nouvelles, les styles de vie différents ne réussirent pas à s'imposer dans l'élite. De plus, le poids des représentations normatives ralentit la formation des classes, de la conscience de classe, de l'identité (Clowes, Kassow & West, 1991 ; Balzer, 1996).

En revanche, la révolution d'Octobre provoqua un renversement des symboles dans la société. Titres, décorations, diplômes, biens, privilèges devinrent des capitaux négatifs, l'héritage embarrassant du passé dans la nouvelle vie soviétique. Les représentants de la noblesse furent assimilés à la classe de la « bourgeoisie » (devenue, dans la langue de la presse, « les ci-devant », « les gens d'autrefois » – *byvšie*) (Fitzpatrick, 1993 ; Smirnova, 2003). Ceux qui n'émigrèrent pas et restèrent, de gré ou de force, en Union soviétique furent confrontés à des problèmes inédits : comment survivre, comment s'adapter au nouveau régime, que répondre dans les questionnaires, qui être, qui fréquenter, que ressentir et comment élever ses enfants ?

## 2. LES STRATÉGIES AUTOUR DU NOM : L'UTILISER, LE CACHER, L'OUBLIER ?

Tous les membres des anciennes classes privilégiées ne portaient pas le même jugement sur le nouveau régime (Channon, 1987 ; Vihavainen, 2004). Les uns fondaient leur espoir sur la victoire de l'Armée blanche et rejoignaient ses rangs, d'autres espéraient la victoire de l'Armée rouge, redoutant que celle des blancs conduisît à l'établissement d'un gouvernement réactionnaire. Pour certains, les bolcheviks étaient l'unique force réelle du pays capable, avec le temps, de rétablir l'ordre ; ils en avaient, pour cette raison, une perception plutôt positive et étaient soucieux de se rendre utiles au nouveau pouvoir. Beaucoup, au contraire, étaient horrifiés par les principes de l'idéologie bolchevique, par les expéditions puni-



tives et les massacres fomentés dans le contexte révolutionnaire par les dirigeants du Parti. Beaucoup vivaient en espérant le rétablissement de l'ancien régime et des privilèges passés. Si différentes qu'aient été, dans les premiers temps, les réactions des « ci-devant » à la révolution d'Octobre, leur attitude à l'égard du régime s'est par la suite uniformisée. Elle était faite de crainte, de peur, d'incrédulité, de méfiance généralisée, sources d'un profond sentiment d'instabilité.

La période du Premier plan quinquennal et de la « révolution culturelle stalinienne » (Fitzpatrick, 1979 ; David-Fox, 1999) fut, de ce point de vue, un moment crucial. C'est à cette époque (de la fin des années 1920 au début des années 1930) qu'un grand nombre de « ci-devant » fut évincé dans le cadre de la grande purge de l'appareil du Parti et des soviets ; de l'expropriation des exclus lors des campagnes contre les « éléments oisifs » ; de la réduction drastique de la surface d'habitation allouée aux individus ; des procès exemplaires intentés aux « spécialistes de l'ancien temps », ingénieurs et savants, accusés de sabotage ; du renforcement de la discrimination selon le « principe de classe », en particulier pour l'accès à l'enseignement supérieur ; de l'élimination progressive des entreprises privées et de l'étatisation de tous les secteurs de l'économie ; de l'institution des passeports qui facilitait le contrôle de la population (Bailes, 1978 ; David-Fox, 1999 ; Fitzpatrick, 1978 et 1999 ; Gerasimova & Čujkina [Tchouikina], 2000 ; Kessler, 2001 ; Leбина, 1999 ; Moine, 1997 ; Shearer, 2004). C'est donc de cette époque que date le compromis comme mode de fonctionnement normal de la relation avec soi-même, l'entourage et l'État.

Dans cette atmosphère d'angoisse, le nom de famille, évocateur de la condition sociale d'avant la Révolution, devenait l'obstacle principal à une adaptation à la vie nouvelle. Les recherches effectuées ces dernières années dans les archives ont révélé que plus l'origine était noble, plus le nom porté par une personne était connu, plus elle avait de chance d'attirer l'attention de la police secrète avec toutes les conséquences funestes qui en découlaient. Au temps des arrestations massives de nobles, la consonance du nom constituait un des critères de sélection des victimes. L'historien V. A. Ivanov a montré, sur la base des archives, qu'à Léningrad, ceux qui portaient des noms connus de l'histoire de la Russie risquaient leur vie davantage que les autres personnes de même condition sociale (Ivanov, 1997). Toutefois, pour les contemporains, travestir son nom et son origine n'allait pas de soi ; certains trouvaient cela dangereux, d'autres méprisable, d'autres encore irréalisable. Les interviews et les souvenirs renvoient à trois types d'attitudes à l'égard du nom de famille : la



première consistait à tirer « avantage » d'un nom célèbre, la deuxième à dissimuler son origine sociale, la troisième à adapter un nom de vieille famille aux conditions nouvelles.

### 2.1. LE NOM COMME ATOUT EN SITUATION DE CRISE

Le régime soviétique, s'il voulait du passé faire table rase, n'en était pas moins constamment en quête de légitimité, cherchant dans l'histoire des figures – « pères spirituels », prédécesseurs – susceptibles de le conforter (Geldern, 1993 ; Petrone, 2000). C'est ainsi qu'à différentes périodes, le souvenir de telle ou telle personnalité, éventuellement dénigrée à peine quelques années auparavant, put être mobilisé. Certains nobles surent exploiter ce trait du régime dans des situations critiques. Des familles nobles portant de « grands » noms élaborèrent une stratégie de survie en référence aux noms glorifiés ou dénigrés par la culture russe officielle du moment. Dans la mesure où beaucoup étaient les descendants de plusieurs personnalités célèbres de l'histoire de la Russie, ils pouvaient choisir celle qui était la plus adaptée aux circonstances. Ainsi, le salut du prisonnier ou de l'exilé, le retour au travail de l'exclu dépendaient de l'aptitude des parents et des connaissances à évaluer la situation et à prouver le non-sens des sanctions prises à l'encontre d'un descendant de tel personnage historique. Pour convaincre, il fallait assimiler le langage et le raisonnement des fonctionnaires soviétiques.

E. I. Vochtchinina relate comment une de ses relations, arrière-petite-fille du Décembriste Bestoujev-Rioumine, réussit, dans les années 1920, à sauver son mari de l'emprisonnement, arguant de ses liens de parenté avec l'un des premiers révolutionnaires pour démontrer l'absurdité de son arrestation. Elle rappelle aussi que l'on avait chassé de Léninegrad en 1935 une famille de descendants du général Koutouzov mais qu'à la fin des années 1930, lorsque beaucoup de héros russes furent réhabilités et leurs noms réintégrés dans l'histoire officielle, les descendants de Koutouzov purent revenir dans la ville<sup>2</sup>. V. V. Gagarina, quant à elle, raconte comment elle parvint un jour à faire sortir de prison son mari, le prince Gagarine, en faisant appel à son père, fondateur de l'Institut polytechnique de Saint-Petersbourg : « Le père de Piotr, mon mari, a créé l'Institut polytechnique. Il défendait ses étudiants révolutionnaires. Frounzé y a fait ses études et Andreï Grigorievitch a empêché à l'époque son arrestation. Lénine lui avait délivré une attestation : "Ne pas inquiéter Andreï Grigorievitch

2. Entretien avec Ekaterina Ilinitchna Vochtchinina, née en 1909 (Petersbourg, 1998, 2001, 2005).



Gagarine et lui allouer pour ses travaux scientifiques la quantité indispensable de pétrole”. Ce document se trouvait au Musée Lénine mais il nous en restait une copie et, un jour, elle nous a été fort utile. En 1935, Piotr est arrêté une première fois. Je suis allée voir l’académicien M. qui connaissait bien son père. Je lui ai demandé s’il pouvait nous aider : “Vous avez une copie de ce papier de Lénine, le “pétrolier” comme nous l’appelions. – Oui, nous en avons une”. Je l’ai apportée et il s’est démené. Trois jours plus tard, ils relâchaient Piotr. Nous étions déjà condamnés à l’exil mais ils ont annulé leur décision »<sup>3</sup>. Néanmoins, l’« attestation pétrolière », qui permit d’éviter une issue tragique au milieu des années 1930, cessa bientôt d’être un argument suffisant contre la répression et ne sauva pas son propriétaire de la « grande terreur ».

## 2.2. LA STRATÉGIE DE DISSIMULATION

Le lien de parenté avec des personnes célèbres n’était pas toujours d’un grand secours et pouvait même susciter une attention accrue de la part d’autorités à l’affût de l’origine sociale des citoyens. Dans ce contexte, tous souhaitaient que leur nom de famille passât inaperçu mais beaucoup n’y parvenaient pas. I. V. Arnold<sup>4</sup> rappelle que sa plus jeune soeur « ne pouvait cacher son origine noble parce qu’elle avait épousé un Dostoïevski, dont l’origine était notoire. En ces temps-là, tout document où paraissait le nom Dostoïevski était détestable ». Cependant, son nom de jeune fille étant moins connu, elle réussit à dissimuler son origine sociale à l’entrée à l’Institut pédagogique : « je n’ai pas écrit la vérité dans le questionnaire, j’ai écrit « de petite bourgeoisie ».

Dans beaucoup de familles, le problème du nom fut résolu une fois pour toutes par les membres de la vieille génération qui choisirent de détruire les documents et les objets témoignant symboliquement de la condition de la famille. Les professions, les distinctions, les biens tombaient alors dans l’oubli et seule une fraction du passé était convertie en informations susceptibles de figurer dans un formulaire. I. E. Gedroitz<sup>5</sup> rapporte que sa grand-mère « avait brûlé son véritable acte de naissance et lui avait procuré un acte de naissance soviétique des plus ordinaire » où elle était simplement la fille de Monsieur et de Madame Untel. Elle lui ordonnait d’écrire : « père – militaire, mère – infirmière ». I. V. Arnold

3. Entretien avec Varvara Vassilievna Gagarina, née en 1913 (Pétersbourg, 1998).

4. Entretien avec Irina Vladimirovna Arnold, née en 1908 (Pétersbourg, 1999, 2000).

5. Entretien avec Irina Evguenievna Gedroitz, née en 1915 (Pétersbourg, 1998).

